
SOUS LA DIRECTION DE
**Monique de Saint Martin, Grazia Scarfò Ghellab
et Kamal Mellakh**

Étudier à l'Est

Expériences de diplômés africains



Préface de Jean-Pierre Dozon

KARTHALA - FMSH

Au moment où ils accèdent à l'indépendance, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne et du Maghreb établissent des relations diplomatiques avec Moscou. Certains, comme l'Éthiopie, entretenaient depuis longtemps déjà des liens étroits avec la Russie. Cependant, c'est surtout avec le mouvement de décolonisation que les pays communistes s'ouvrent à l'accueil massif et systématique d'étudiants maghrébins et subsahariens.

Les trajectoires de formation de ces diplômés africains partis en URSS ou dans un autre pays de l'ancien bloc de l'Est ont été peu étudiées. En rendre compte, c'est notamment s'intéresser aux expériences diverses et contrastées, d'étudiants formés non pas dans l'ancien pays colonisateur, comme cela était souvent le cas, mais dans un pays tiers qui suscitait chez eux à la fois admiration et méfiance, où ils ont connu pour les uns de fortes désillusions, pour d'autres « les meilleurs moments de leur vie ». C'est aussi étudier les cadres sociaux et politiques de leurs expériences, et prêter attention aux nombreux étudiants, partagés entre deux ou plusieurs mondes, et souvent confrontés aux soubresauts de l'histoire.

À l'issue des études, les diplômés étaient immédiatement renvoyés dans leur pays. Mais les devenir des étudiants et stagiaires africains formés dans les pays de l'ancien bloc socialiste n'ont pas eu la linéarité prévue par cette description formelle. Les parcours professionnels et sociaux, parfois politiques, sont autant le fruit d'arbitrages individuels que de mutations politiques : l'effondrement de l'URSS, mais aussi les changements politiques et économiques dans les pays d'origine.

La rédaction de l'ouvrage a été dirigée dans le cadre du programme ÉLITAF par Monique de Saint Martin, Grazia Scarfò Ghellab et Kamal Mellakh. Avec des contributions de Tassé Abye, Charles Zacharie Bowao, Ekaterina Demintseva, Svetlana Dimitrova, Nikolay Dobronravin, Élieth P. Eyebiyi, Mihai D. Gheorghiu, Constantin Katsakioris, Abel Kouvouama, Natalia Krylova, Lucette Labache, Michèle Leclerc-Olive, Irina Macovei, Sergey Mazov, Manétou Ndiaye, Adrian Netedu, Boubacar Niane, Carmen Olaru, Régine Tchicaya-Oboa, Anna Siim-Moskovitina, Tatiana Smirnova, Patrice Yengo et une préface de Jean-Pierre Dozon.



FLSH
Faculté des lettres
et sciences humaines
de Mohammed VI

Cet ouvrage est publié
avec le soutien de la FMSH

KARTHALA sur Internet :
www.karthala.com
Paiement sécurisé

Couverture : Elena Petrovna Artem'eva, Archives privées, 1980.
Olympiades organisées par les étudiants de la faculté préparatoire
de l'Institut d'automobiles et de construction des routes de Moscou (MADI)
durant leur camp de vacances près de la Volga.

© Éditions KARTHALA, 2015
ISBN : 978-2-8111-1464-0

**Monique de Saint Martin,
Grazia Scarfò Ghellab et Kamal Mellakh (dir.)**

Étudier à l'Est

Expériences de diplômés africains

Préface de Jean-Pierre Dozon

**Éditions Karthala
22-24 boulevard Arago
75 013 Paris**

**Fondation Maison des Sciences
de l'Homme
190 avenue de France
75 013 Paris**

Sommaire

Remerciements	9
Préface	11
<i>Jean-Pierre DOZON</i>	
Introduction	17
<i>Monique de SAINT MARTIN, Grazia SCARFÒ GHELLAB et Kamal MELLAKH</i>	

PREMIÈRE PARTIE

Étudier en URSS et dans les pays de l'ancien bloc socialiste

1. Le travail idéologique auprès des étudiants africains dans les établissements d'enseignement supérieur soviétiques. 1^{re} moitié des années 1960	37
<i>Sergey MAZOV</i>	
2. Les amicales (<i>zemliatchestva</i>) africaines et la formation idéologique des étudiants africains en Union soviétique, 1960-1970	51
<i>Ekaterina DEMINTSEVA et Natalia KRYLOVA</i>	
3. L'apprentissage de la langue russe par les étudiants africains. Aux frontières du souhaitable et du réel.....	65
<i>Natalia KRYLOVA</i>	

4. Les promotions de la décolonisation. Les premiers étudiants africains en URSS et leurs désillusions, 1960-1965 79

Constantin KATSAKIORIS

**5. Étudiants d'Afrique en Roumanie et en RDA.
Les cadres sociaux et politiques de leurs expériences 95**

*Mihaï Dinu GHEORGHIU, Adrian NETEDU avec Irina MACOVEI
et Carmen OLARU*

DEUXIÈME PARTIE

Des diplômés africains face aux soubresauts de l'histoire

**6. Étudiants sahéliens formés dans un pays de l'ex-bloc socialiste.
Devenirs biographiques et tumultes de l'histoire..... 113**

Michèle LECLERC-OLIVE

**7. Trajectoire d'un militant. Abdul, de l'Institut d'État
du pétrole de Moscou à la guérilla éthiopienne 129**

Tassé ABYE

8. Deux Réunionnais à Moscou 145

Lucette LABACHE

**9. Les désillusions politiques des étudiants maliens en Russie
dans les années 1990..... 161**

Tatiana SMIRNOVA

**10. Étudiant international en URSS, Africain en Russie,
citoyen global au Québec. Expériences de transition..... 173**

Svetlana DIMITROVA

**11. « Les meilleures années de notre vie ».
Des ingénieurs marocains formés en URSS 187**

Grazia SCARFÒ GHELLAB

TROISIÈME PARTIE

**Entre deux ou plusieurs mondes.
Des expériences contrastées**

12. La formation des pharmaciens marocains dans les pays de l'Est. Enjeux et expériences.....	205
<i>Kamal MELLAKH</i>	
13. Être une étudiante africaine en URSS. Sur quelques trajectoires de médecins et pharmaciennes congolaises	215
<i>Régine TCHICAYA-OBOA et Patrice YENGO</i>	
14. La formation des cadres béninois dans les pays de l'Est. Expériences biographiques en URSS et en Bulgarie entre 1980 et 1994.....	231
<i>Élieth P. EYEBIYI</i>	
15. La langue russe, un palimpseste pour les Sénégalais formés en URSS/Russie?.....	247
<i>Boubacar NIANE avec Manétou NDIAYE</i>	
16. Trajectoires intellectuelles et/ou politiques des élites philosophiques congolaises formées en URSS et en RDA	263
<i>Abel KOUVOUAMA et Charles Zacharie BOWAO</i>	
17. Des élites africaines entre deux mondes. Impact de la formation en URSS ou poids du milieu social d'origine?.....	275
<i>Anna SIIM-MOSKOVITINA et Nikolay DOBRONRAVIN</i>	
Les auteurs	289
Table des matières	293

Remerciements

En 2011, le programme d'études et de recherches «Élites africaines formées dans les pays de l'ex-bloc soviétique. Histoires, biographies, expériences», ÉLITAF, a été lancé par le Réseau Interdisciplinaire Afrique Monde, RIAM,¹ à la Fondation Maison des sciences de l'homme, FMSH, en collaboration étroite avec l'Institut de recherches interdisciplinaires sur les enjeux sociaux, IRIS. Cet ouvrage est le premier publié par ce programme, et n'aurait pu exister sans le concours et le soutien scientifique et financier de ces institutions et des personnes qui les animent, que nous remercions fort chaleureusement.

Dès le début, ÉLITAF a pu associer chercheurs africains, russes, européens, étudiants, anciens étudiants africains formés en URSS/Russie et dans les pays de l'Est, qui ont tous contribué à ses réflexions et analyses. Des colloques, tables rondes, séminaires, à Paris, Dakar, Moscou ont enrichi ses travaux et permis de larges débats.

Le colloque international «Élites maghrébines et subsahariennes formées en URSS-Russie et dans les pays de l'Europe de l'Est», qui s'est tenu les 25 et 26 octobre 2013 à Mohammedia au Maroc, en constitue un des temps incontestablement les plus forts. Plusieurs des textes réunis dans ce livre en sont issus². En collaboration étroite avec la FMSH, la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Mohammedia (Université Hassan II de Casablanca) l'a magnifiquement organisé.

Nous exprimons toute notre reconnaissance à la doyenne de cette institution marocaine, Rachida Nafaa, ainsi qu'à tous les membres de son équipe administrative, fortement mobilisée pour la réussite de ce colloque. Que soient aussi remerciées les différentes institutions qui nous ont apporté leur soutien décisif pour sa réalisation : l'Agence Universitaire de la Francophonie, le Centre Jacques Berque à Rabat, l'Institut des Études Africaines de l'Université Mohammed V à Rabat, le Centre Culturel Russe à Rabat, l'École Hassania des Travaux Publics à Casablanca, sans oublier la

1. Ce Réseau s'appelait alors Réseau International Acteurs émergents, RIAE.

2. <http://riae.hypotheses.org/category/colloques/mohammedia-2013>.

Fondation Russe pour les Sciences Humaines (RGNF) et l'Institut d'Études Africaines de l'Académie des sciences à Moscou, la Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation à Dakar et l'Université de Pau et des Pays de l'Adour ainsi que différents laboratoires de recherche.

Des remerciements particuliers vont aux diplômés marocains des pays de l'Est (ingénieurs, pharmaciens, entrepreneurs...), venus au colloque et qui y ont relaté, en tant que témoins, leurs expériences d'études et de séjour, ainsi qu'à l'Association marocaine des lauréats des Universités et Instituts ex-soviétiques (AMLUIS).

Nous exprimons également notre gratitude aux intervenants et aux participants au colloque, ainsi qu'aux collègues, en particulier Constantin Katsakioris, et Mihăi D. Gheorghiu, qui ont fortement contribué à la relecture des textes réunis dans cet ouvrage.

Jean-Pierre Dozon a depuis le début encouragé, discuté, soutenu le projet et transmis son expérience aux chercheurs du programme ÉLITAF. Michèle Leclerc-Olive, qui en est une des initiatrices, a largement conçu le colloque de Mohammedia et le projet de ce livre ; Patrice Yengo, également initiateur d'ÉLITAF, a apporté ses connaissances et son enthousiasme pour cette recherche. C'est à eux trois que ce livre doit le plus, et que nous adressons nos remerciements les plus vifs.

Préface

Jean-Pierre DOZON

La Fondation Maison des Sciences de l'Homme, où j'ai l'avantage et l'honneur d'avoir quelques responsabilités scientifiques, a tout particulièrement pour mission d'initier des programmes de recherche ou, plus précisément, d'être attentive à des thématiques innovantes, de les soutenir sur le plan pratique, matériel, également, autant qu'il est possible, sur le plan intellectuel. Même si l'expression manque d'aménité, c'est ce que la Fondation appelle sa mission d'incubation.

Si j'évoque ici d'emblée cette mission particulière, c'est que, précisément, elle correspond parfaitement à ce qui s'est passé avec le projet ÉLITAF. Lorsque, il y a plus de quatre ans, des collègues, Patrice Yengo, Michèle Leclerc-Olive et Monique de Saint Martin, m'ont proposé de travailler sur une thématique de recherche portant sur les nombreux étudiants africains, donc d'une partie des élites africaines, qui ont été formés dans les pays de l'ancien bloc soviétique depuis les indépendances jusqu'à la chute du mur du Berlin, j'ai été tout simplement enthousiasmé.

En fait, l'enthousiasme était mêlé à un curieux sentiment d'évidence. Car cette thématique était là devant les yeux des chercheurs en sciences sociales depuis déjà pas mal de temps et, manifestement, telle la célèbre lettre volée d'Edgar Poe, ceux-ci n'ont pas vu ce qui se trouvait à leur portée la plus immédiate. Oserais-je dire que cette remarque légèrement piquante est aussi bien une manière d'autocritique puisque je travaille moi-même en Afrique et sur l'Afrique depuis plus de quarante ans et que je sais parfaitement que l'ancien bloc soviétique eut une forte influence sur le continent africain pendant plusieurs décennies, que quelques pays se sont tournés vers lui dès leur indépendance (comme la Guinée-Conakry ou le Mali), tandis que d'autres ont rejoint son giron un peu plus tard (le Bénin, le Congo-Brazzaville, l'Éthiopie, etc.). Même un pays comme la Côte d'Ivoire où j'ai vécu plusieurs années, pourtant partisan du « monde libre » et à la

pointe des relations franco-africaines instaurées par la V^e République, a envoyé dans les années 1970 quelques-uns de ses ressortissants y faire leurs études, certains, revenus au pays, s'étant mariés avec une femme de là-bas. Devrais-je ajouter quelques anecdotes mémorables sur mes rencontres de coopérants russes au Mali et de médecins cubains au Bénin qui m'ont fait découvrir très concrètement l'importance de cette influence, alors même qu'il s'agissait d'ex-colonies françaises continuant malgré tout à entretenir quelques relations avec leur ex-métropole ?

En tout état de cause, il y a lieu de s'interroger sur les raisons pour lesquelles cette thématique d'évidence ne s'est pas imposée plus tôt à nos disciplines ; au moins dans le sillage des années 1990 lorsque cette circulation à double sens – de jeunes Africains (originaires du Maghreb ou des pays subsahariens) allant dans les pays du « bloc soviétique » et des ressortissants issus de ce dernier (principalement des Russes et des Cubains), généralement plus âgés mais très majoritairement aussi des hommes servant comme coopérants en Afrique –, s'est nettement amenuisée. Peut-être, en guise de suggestion, cela a-t-il à voir avec l'échec du système soviétique lui-même et avec celui des régimes socialistes ou marxistes-léninistes qui s'étaient mis en place en Afrique même, comme si il fallait laisser du temps pour assimiler ces échecs, prendre plus précisément la mesure par un examen distancié de tout ce que la période à laquelle ils ont mis fin a pu recéler, spécialement du côté africain, comme espérances, trajectoires et mémoires particulières.

Quelles que soient les explications que l'on puisse donner à cette lente réactivité, je ne peux que saluer mes collègues qui ont conçu ce programme de travail et d'enquêtes et qui ont eux-mêmes constaté à quel point il répondait à une urgente nécessité. Très vite en effet, au-delà d'un premier cercle de chercheurs et grâce à l'efficacité du net, beaucoup d'autres ont tenu à l'élargir ; au premier chef des collègues russes ou d'autres « pays de l'Est », mais aussi des collègues du Maghreb, spécialement du Maroc, Kamal Mellakh et Grazia Scarfò Ghellab qui ont organisé un colloque passionnant en 2013 à la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de Mohammedia, dont sont issus plusieurs des textes de ce livre. Que ce pays, monarchique et libéral, ait pu envoyer un nombre non-négligeable de ses étudiants, en particulier des ingénieurs et des pharmaciens, se former en URSS/Russie, suscitait d'ailleurs l'étonnement.

Si le programme devenait ainsi bien plus vaste et riche de nouvelles interrogations que ce qui avait été initialement envisagé, il s'est nourri presque immédiatement du désir impérieux de témoigner de ces nombreux « anciens étudiants » qui, arrivés à un certain âge et, pour certains, formés aux sciences sociales, voulaient raconter leur jeunesse universitaire en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en République Démocratique allemande ou encore à Cuba. C'était là en vérité l'objectif premier du programme, c'est-à-dire

recueillir des récits d'expériences : expériences d'apprentissage d'une nouvelle langue, expériences relatives à la vie quotidienne, à ses rudesses comme à ses bonheurs imprévus, expériences universitaires proprement dites, égrenées souvent de formation idéologique, expériences relationnelles entre étudiants africains originaires de pays différents du continent ou venant d'autres horizons socialistes.

Nul doute, et plusieurs textes rassemblés dans cet ouvrage l'illustrent parfaitement, que cet objectif fut largement atteint, tellement, en effet, le programme ÉLITAF a rencontré l'intérêt de ceux qui n'avaient pas souvent eu l'occasion de raconter leurs expériences estudiantines à Moscou, à Kiev, à Bucarest, à La Havane, ou ailleurs au sein du bloc soviétique et qui, peut-être, voudront désormais en dire davantage en prenant eux-mêmes la plume. J'ajouterai ici que la remémoration de ces expériences est d'autant plus souhaitable qu'elles furent à leur manière en avance sur leur temps, sur ce qu'on nomme globalisation et qui est réputé promouvoir une modernité cosmopolite où l'accélération des circulations humaines et des communications démultiplie un peu partout les références et les appartenances. Les étudiants africains, souvent issus de milieux ruraux et réputés « traditionnels » qui sont allés dans les « pays de l'Est » au cours des années 1960-70 (et qui, parfois, ont également suivi une formation en Europe), ont accompli un parcours, vécu des expériences que bien peu de leurs homologues occidentaux issus, eux, de milieux bien plus « avancés » et d'un monde engagé de longue date dans la modernité, étaient susceptibles de connaître à la même époque. En une très intéressante ruse de l'histoire, je suis assez tenté de dire que ces ressortissants de toutes jeunes nations africaines qu'on appelait pays sous-développés incarnaient déjà à leur manière un monde globalisé.

En fait, si l'on veut bien voir, ce décalage temporel date de bien plus longtemps que la période du tournant des indépendances africaines. Pour s'en tenir aux liens de l'Afrique avec le monde soviétique et, plus largement, communiste, il faut faire quelques retours en arrière en se donnant quelques repères majeurs. Sans remonter à Abraham Hannibal, l'ancêtre africain du grand écrivain russe Pouchkine, je rappellerai d'abord que c'est parce que l'URSS n'était pas une puissance coloniale, à tout le moins pas en Afrique ou dans d'autres régions du Sud, parce ce qu'au contraire elle incarnait une révolution et une doctrine, le marxisme-léninisme, qui condamnaient l'impérialisme, « stade suprême du capitalisme » suivant la célèbre formule de Lénine, qu'elle eut très tôt une forte influence en Afrique, précisément parmi ceux qui allaient constituer les premières élites africaines. Et, son influence, l'URSS l'eut souvent indirectement, notamment par le biais des partis communistes occidentaux qui lui étaient peu ou prou inféodés et qui se mêlèrent peu ou prou des entreprises coloniales de leur propre pays. Je pense ici tout particulièrement à la France et à son Parti communiste qui,

par le poids politique qu'il prit au travers de la Résistance, s'implanta à la fin de la Seconde Guerre mondiale dans ce qui était désormais appelé non plus des colonies, mais des territoires d'outre-mer. Dès 1944-45, le PCF forma, par l'entremise de ses Groupes d'études communistes (les fameux GEC), nombre de jeunes Africains, qui avaient fait préalablement quelques études, aux arcanes du marxisme et à ce qui en était à ses yeux le parangon, à savoir l'URSS.

Mais l'influence soviétique passa également par le canal de l'Internationale communiste, ainsi que, et peut-être surtout, par l'engagement de grands intellectuels afro-américains ou afro-caribéens qui avaient choisi d'en être membres. Luttant contre la ségrégation ou pour l'émancipation politique de l'autre côté de l'Atlantique, ils étaient devenus communistes entre les deux guerres et, de la sorte, nourris des textes de Lénine, ils se préoccupèrent également de la condition qui était faite aux colonisés en Afrique même par l'*imperium* européen.

Parmi bien d'autres personnalités de cette trempe, il faut mentionner William Edward Burghardt Du Bois et Georges Padmore, tous deux résolument communistes et particulièrement attentifs à la condition noire où qu'elle se trouve malmenée, et tous deux acteurs de premier plan du mouvement panafricain avant et surtout après la Seconde Guerre mondiale, jouant un rôle décisif auprès de grands leaders africains tel que Kwame N'Krumah au Ghana. Il s'agit de ce mouvement bien connu, inscrit résolument dans le tiers-mondisme qui, au-delà de la libération des tutelles coloniales, avait pour but de faire naître quelque chose comme les États-Unis d'Afrique, mais des États-Unis d'Afrique qui, bien différemment des États-Unis d'Amérique, devaient suivre une voie nettement socialiste.

Entre Caraïbe, États-Unis, Europe, Afrique et URSS, il y eut donc très tôt, dès les toutes premières décennies du XX^e siècle une circulation d'idées et d'espérances qui prit une dimension qu'on dirait aujourd'hui globale ou encore cosmopolite. À tout le moins, cette circulation d'idées, principalement marxistes, anticipa le départ de ces étudiants africains vers les anciens pays du bloc soviétique dans les années 1960-70. Ce qui veut dire que nombre d'entre eux allaient dans la région du monde qui incarnait l'idéologie ou l'imaginaire politique qui avait fortement façonné leurs aînés, mais auquel ils adhéraient eux-mêmes encore pour une large part.

Ont-ils été confortés dans leur propre adhésion au marxisme ou leurs expériences concrètes les amenèrent-ils à le rejeter ? Sans doute, les choses ont été bien plus complexes ou nuancées que les termes de cette simple alternative le laissent entendre, tellement à l'époque, malgré les déconvenues, le communisme (relayé par le modèle chinois) demeurait encore un « horizon indépassable » pour quantité de gens partout dans le monde, notamment en Afrique.

Mais, précisément, au-delà des expériences et des points de vue variables qui en résultèrent sur l'URSS et le communisme, la plupart de ces étudiants africains rentrèrent finalement dans leur pays respectif et, pour beaucoup d'entre eux, occupèrent des fonctions plus ou moins importantes au sein d'États qui étaient en train ou qui venaient de se construire, d'aucuns participant à l'édification de leur nation sous l'égide du socialisme et de la coopération avec telle ou telle composante du bloc soviétique. C'est là un autre volet du programme ÉLITAF qui est à peine esquissé dans ce volume, mais qu'il compte assurément traiter puisqu'il s'agit rien moins que d'éclairer, à travers tout particulièrement l'examen des postes occupés et du rôle joué par ceux qui furent formés dans tel ou tel pays du bloc soviétique, la façon dont ont été conçus et mis en œuvre les socialismes africains et comment ceux-ci marquèrent de leurs empreintes la construction de nombreux États africains.

L'histoire africaine contemporaine, spécialement dans ses dimensions internationales, reste largement à écrire dans la mesure où elle fut au cœur des rivalités et des affrontements entre les deux blocs et où, ce faisant, elle a participé pleinement aux évolutions problématiques d'une modernité de plus en plus mondialisée. Le programme ÉLITAF et le volume qu'il offre ainsi à la lecture en constitueront certainement une pièce décisive.

Introduction

Monique de SAINT MARTIN,
Grazia SCARFÒ GHELLAB
et Kamal MELLAKH

Des étudiants organisent des Olympiades dans le camp international de vacances de l'Institut d'automobiles et de construction des routes de Moscou (MADI), au bord de la Volga en 1980, et défilent avec des drapeaux, l'été même où se tiennent à Moscou les Jeux Olympiques, alors boycottés par les USA et plusieurs autres pays pour protester contre l'invasion en Afghanistan ; un étudiant africain ouvre le défilé de ces Olympiades auquel participent des étudiants de plusieurs pays et continents¹. Ce camp gratuit constituait une des nombreuses destinations de vacances des étudiants africains faisant leurs études supérieures en URSS, notamment de ceux qui ne pouvaient partir durant l'été à l'étranger comme bon nombre de leurs compatriotes ; il permettait de faire l'expérience de vacances en collectivité, de relations avec d'autres étudiants, soviétiques ou d'autres pays, d'« un voyage dans le monde ».

Autant d'expériences que d'autres étudiants africains faisaient dans d'autres cadres, par exemple à l'Université Lumumba ou grâce aux amicales d'étudiants, ou dans les nombreux rassemblements, cérémonies, et fêtes officiels, et qui ont sans doute été heureuses pour beaucoup, mais qui ont pu être parfois difficiles pour d'autres.

Plusieurs ont d'ailleurs connu des chocs forts dès l'arrivée en URSS, en observant que la société ne correspondait pas à ce qui leur avait été décrit ; les conditions de vie étaient quelquefois dures ; certains ont été en butte au racisme. En 1963, une manifestation de protestation d'étudiants africains

1. Photographie d'Elena Petrovna Artem'eva, 1980, Archives privées, en couverture de ce livre. Nous la remercions ainsi qu'Ekaterina Demintseva pour cette photographie ainsi que pour les explications données sur ce camp de vacances.

avait lieu sur la Place Rouge après le décès d'un étudiant ghanéen, et eut un grand retentissement (Hessler, 2006).

C'est à la restitution et à l'analyse d'expériences et de trajectoires diverses et souvent complexes que cet ouvrage est consacré, d'autant que bon nombre de ces diplômés africains d'URSS et des pays de l'Est sont en âge aujourd'hui d'exercer des responsabilités professionnelles et politiques majeures dans le pays où ils vivent². Ces expériences ne peuvent se comprendre sans se référer à l'histoire de l'arrivée des étudiants africains dans le « bloc de l'Est ».

Lorsqu'ils accèdent à l'indépendance, quasiment tous les pays d'Afrique subsaharienne et du Maghreb établissent les uns après les autres des relations diplomatiques avec Moscou. Et c'est surtout avec le mouvement de décolonisation que l'URSS et les différents pays communistes s'ouvrent à l'accueil massif et systématique d'étudiants maghrébins et subsahariens. Le nombre d'étudiants africains envoyés en URSS augmente dès la fin des années 1950 et surtout au début des années 1960 ; pour donner des ordres de grandeur, on compte, en 1959-60, 611 étudiants, doctorants et stagiaires africains en URSS, 6 007 en 1969-70, et 15 563 en 1979-80 selon les travaux de Constantin Katsakioris (Katsakioris, 2007). À la veille de la chute du mur de Berlin, les étudiants africains en Union soviétique sont au nombre de 30 000 (Unesco, 1990). Après la perestroïka, leurs effectifs connaissent une chute assez importante. Dans les autres pays de l'Est, l'évolution est assez semblable : la progression est cependant un peu plus tardive. En Roumanie, relativement peu nombreux avant 1970, les étudiants africains représentaient près de 40 % du total des étudiants étrangers ; en RDA, ils étaient 4 052 sur 11 129 en 1977. Ces effectifs ont plutôt diminué dans les années 1980, mais les étudiants africains ont continué de constituer le groupe « continental » le plus important en Roumanie et en RDA, comme le notent Mihai D. Gheorghiu et Adrian Netedu.

Du côté de l'URSS, l'arrivée de dizaines de milliers de jeunes de tous les pays du Sud constituait un événement sans précédent dans son histoire. Deux faits particulièrement significatifs, symboles de la solidarité soviétique avec les « pays amis », marquent la fin des années 1950 et le début des années 1960. En 1957, se tient à Moscou le sixième Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, la plus grande manifestation de jeunes organisée après-guerre dans le bloc socialiste, qui réunit 34 000 personnes, venus de 131 pays ; 600 Africains y participent (Decraene, 1959 : 415). Puis, en 1960, est fondée à Moscou, l'Université de l'Amitié des Peuples, qui devient en 1961 l'Université Patrice Lumumba, université spécialement destinée aux étudiants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (Coumel, 2001), voulue par Khrouchtchev, conçue comme « un établissement modèle selon les standards

2. Le point de départ du programme ÉLITAF était d'ailleurs de recueillir des expériences d'étudiants africains partis dans les pays de l'Est.

mondiaux», mais aussi comme un instrument politique, qui devait contribuer à la lutte contre l'impérialisme ; cette expérience phare ambitieuse, spectaculaire, était présentée par la propagande communiste comme une clef de voûte du mouvement pacifiste international. Rapidement dénigrée dans la propagande occidentale, elle suscita très vite la méfiance et le mécontentement de plusieurs gouvernements africains et arabes (Katsakioris, 2015).

Les raisons de l'ouverture de l'URSS et de l'université soviétique à l'Afrique ne sont ni unilatérales, ni univoques. Elles ne sont pas à rechercher seulement dans la politique expansionniste de l'URSS vis-à-vis du « Tiers-Monde » ; elles relèvent aussi de la demande des pays africains qui n'avaient guère d'universités et devaient former en urgence de nouvelles élites. Nombre de régimes africains qui ne partageaient pas les fondements idéologiques du Parti communiste de l'Union soviétique n'ont d'ailleurs pas hésité à envoyer des étudiants en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est ou à Cuba ; ce fut le cas du Maroc et de la Tunisie, pourtant éloignés idéologiquement de l'Union Soviétique.

Des migrations universitaires internationales dans un contexte de « guerre froide »

Alors que les migrations internationales des étudiants se caractérisaient jusqu'aux années 1950 par l'omniprésence de courants allant notamment des pays colonisés vers les pays colonisateurs, la fin des années 1950 a vu la naissance de nouvelles mobilités, avec en particulier la migration des étudiants originaires des pays africains (et asiatiques) récemment indépendants vers les pays socialistes. Les mobilités d'étudiants africains vers les pays de l'Est, auxquelles nous nous intéressons ici, comptent en fait parmi les plus importantes mobilités étudiantes institutionnalisées dans l'histoire de l'enseignement supérieur et de la formation des cadres. Et pourtant, elles demeurent encore largement méconnues alors que les migrations internationales d'étudiants en Europe (Karady, 2002), les migrations Sud/Nord ou les mobilités étudiantes dans les anciennes métropoles coloniales ont fait l'objet de différents travaux, et que les mobilités Sud/Sud commencent elles aussi à être étudiées (Eyebiyi, Mazzella, 2015).

Ces départs assez massifs d'étudiants africains vers l'URSS et les pays de l'Est ne sont pas apparus subitement, rappelle Patrice Yengo dans son analyse des principaux jalons pour une historiographie de la formation des élites africaines à l'Est (Yengo, 2011). En 1921, avait été créée l'Université communiste pour les travailleurs d'Orient (KUTV) qui accueillit parmi ses premiers étudiants, Bankole Awoonor-Renner du Ghana et Wallace-Johnson du Sierra-Léone. Les étudiants de cette université ont joué un rôle prépondérant dans la diffusion du marxisme en Afrique anglophone et lors des

campagnes anticolonialistes des années 1930-1940 (Wilson, 1974: 123). Et à partir de la deuxième moitié des années 1950, l'Union Soviétique s'intéressa activement à l'Afrique, et accueillit, d'abord en nombre très faible, il est vrai, des étudiants de ce continent.

Ce n'était cependant pas une terre ou un pays complètement nouveau qui s'ouvrait à ces étudiants. Certes, le dépaysement était souvent grand à l'arrivée. L'installation et l'accueil en URSS ou dans un autre pays de ce que l'on appelait le « bloc soviétique », ont constitué le plus souvent un changement géographique, politique, culturel, linguistique qui a fait de cette expérience un événement véritablement majeur du parcours biographique des anciens étudiants.

La migration des étudiants africains vers l'URSS et les pays de l'Est s'inscrivait le plus souvent dans le cadre des accords de coopération, et était une pratique d'État. Elle appuyait les objectifs politiques des gouvernements de ces pays à l'égard des boursiers étrangers, notamment la formation des élites « révolutionnaires », qui sont fréquemment passées à l'Université Lumumba. Beaucoup d'étudiants sont aussi allés vers l'Est dans une stratégie de promotion sociale afin d'obtenir des diplômes susceptibles de leur ouvrir des perspectives professionnelles dans le pays d'origine ou ailleurs.

Rendre compte, comme nous nous le proposons, de cette migration des étudiants africains dans les pays de l'Est et de la singularité de leur formation et de leurs expériences, c'est inscrire d'emblée les stratégies des nouveaux États africains dans l'espace international de leur apparition qui est celui de la guerre froide et des accords de Yalta relatifs au partage du monde en zones d'influence. Deux grands « blocs » ou « camps », au demeurant peu homogènes, s'affrontaient ; et la rupture entre la Chine qui commençait aussi à accueillir des étudiants africains et l'URSS intervenait dès les années 1960.

Comprendre cette migration suppose aussi de rechercher ce qui la favorisait : bourses, accords de coopération, coopération des Soviétiques sur place en Afrique, attrait d'un pays ayant de grands succès technologiques, qualité des études, solidarité, mais aussi ce qui influait en sens contraire : anti communisme de plusieurs pays, notamment la Côte d'Ivoire, éloignement, non connaissance de la langue – jusque-là, la langue commune avait constitué un facteur déterminant dans la mobilité internationale des étudiants –, non reconnaissance du diplôme, etc.

C'est également prendre en compte les caractéristiques spécifiques de la formation en URSS et dans les autres pays où était prévue à l'arrivée une année complète d'apprentissage de la langue. Non moins important : la durée totale des études supérieures était contrôlée, et ne pouvait, au moins en URSS, dépasser de plus de deux ans le temps formellement prévu pour le diplôme visé. Au terme de ses études, l'étudiant africain était tenu de rentrer chez lui et de « servir son pays ». Aucun nouveau diplômé, si brillant soit-il, n'était en principe autorisé à s'installer en URSS ou dans les pays de l'aire

soviétique. C'était le contraire des pays occidentaux où plusieurs étudiants africains trouvaient un emploi après leurs études, notamment pendant les Trente Glorieuses, et ne cherchaient plus à rentrer au pays (Yengo, 2011).

C'est sur la période soviétique, les années 1960-1990, que se concentrent la plupart des articles, réunis ici, sans pour autant se désintéresser de la période antérieure et des années post-perestroïka, ou des transitions. Ces années 1960-1990 sont d'ailleurs bien loin de constituer un tout ; la politique à l'égard des étudiants africains, l'accueil qui leur était réservé n'étaient pas les mêmes dans les années 60 ou dans les années 80. Après 1990, le processus de transformation de l'enseignement supérieur est rapide. Universités privées, inscriptions payantes, y compris dans les universités publiques, commercialisation des études, agences privées d'aide aux étudiants partant à l'étranger se développent à grands pas. Les statuts des étudiants étrangers, et notamment africains, se modifient ; ils perdent souvent de leurs privilèges.

Des étudiants aux histoires singulières

Sans doute, les données statistiques actuellement disponibles sur les flux d'étudiants africains venus dans les pays de l'Est, ou sur la répartition des diplômés africains par pays d'origine, université, discipline, sexe, âge, année, etc. comportent-elles des lacunes, manquent-elles de précisions, et présentent-elles d'importantes divergences entre elles, en raison notamment de variations dans les définitions de l'étudiant et dans les procédures d'agrégation des effectifs (Leclerc-Olive et Béthune, 2013)³. Cependant, différents travaux menés par les chercheurs russes, notamment Sergey Mazov, Maxim Matusevitch, Nikolay Dobronravin, Natalia Krylova, Ekaterina Demintseva, et la thèse récente de Constantin Katsakioris (Katsakioris 2015) permettent de disposer de repères nécessaires, non pas pour dresser un portrait type de l'étudiant africain diplômé à l'Est, mais pour connaître les grands traits de cette mobilité et de la vie étudiante en URSS dans les années de guerre froide.

À noter, que sont partis étudier non seulement des étudiants voulant faire des études supérieures, mais aussi des militants de mouvements de libération, envoyés par ces mouvements : Mouvement populaire de libération de l'Angola, Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, Congrès national africain (ANC), de syndicats, des jeunes n'ayant pas achevé leurs études secondaires, des stagiaires pour des formations courtes. Ceux qui ont obtenu un diplôme d'enseignement supérieur à l'Est sont ici

3. Les données concernant les effectifs d'étudiants africains en URSS varient selon les sources : archives d'État de la Fédération de Russie (GARF) à Moscou, CIA, UNESCO, ambassades des pays africains.

au centre de l'attention. Ces étudiants africains et arabes venus de la plupart des pays d'Afrique, mais en des proportions très inégales, passant assez souvent par des pays relais pour venir, étaient les plus nombreux en URSS, plus même que les Asiatiques⁴.

Les étudiants africains, du moins ceux qui sont partis durant la période soviétique, ont pu compter pratiquement tous sur des bourses. Ils partaient en majorité avec des bourses d'État à État, mais aussi avec des bourses accordées par des organisations soviétiques politiques, sociales ou culturelles ; ces derniers figuraient d'ailleurs souvent parmi les protestataires contre le gouvernement soviétique (Katsakioris, 2015). Les bourses étaient souvent trois fois, quatre fois supérieures à celles qu'avaient les étudiants soviétiques, ce qui pouvait conduire à des situations assez conflictuelles, entre étudiants qui avaient des ressources très inégales. S'ils se répartissaient entre les différentes filières, y compris les lettres, la philosophie, le cinéma, les étudiants venus d'Afrique étaient particulièrement nombreux dans les études d'ingénieurs, de médecine, pharmacie, agronomie, sans oublier les institutions militaires où les Algériens notamment ont été envoyés en grand nombre.

Les femmes n'étaient guère nombreuses parmi les étudiants africains venus dans les pays de l'Est. Quant aux origines sociales, elles n'étaient sans doute pas aussi homogènes que le suppose une idée reçue. D'après les documents d'archives et les témoignages recueillis, les étudiants africains n'étaient pas tous issus de milieu populaire. Si, à l'Université Lumumba, ils étaient dans une très grande majorité d'origine modeste, cela n'était pas le cas dans toutes les universités, y compris à l'Université d'État de Moscou (Katsakioris, 2015 : 130). Alors que théoriquement, on devait sélectionner des enfants d'ouvriers et de paysans, il apparaît dans les enquêtes menées par l'Institut d'Afrique de l'Académie des sciences d'URSS en 1973 que 50 à 60 % des étudiants africains étaient issus des élites ou étaient enfants d'employés (Demintseva, 2013). Et le chef du Département étranger de l'Université d'État de Moscou soulignait la présence d'étudiants africains issus de « l'aristocratie féodale et marchande » de leur pays, selon un document d'archives du GARF, signalé par Sergey Mazov dans son article. La diversité des opinions politiques et des engagements est elle aussi frappante. Sont venus des étudiants communistes, d'autres, sans doute majoritaires, non communistes. Et les étudiants n'étaient pas toujours assidus aux cours ; tous n'ont pas mené leurs études à terme. Plusieurs ont abandonné, été expulsés ou renvoyés.

4. D'ailleurs aujourd'hui encore, l'Afrique subsaharienne a le taux le plus élevé de mobilité vers l'étranger (5,3 %), ce qui représente environ deux fois et demie la moyenne mondiale (Terrier, 2009).

Des expériences très diverses : espoirs et désillusions

Rendre compte des trajectoires de formation des diplômés africains partis à l'Est a supposé de s'intéresser aux expériences diverses et contrastées, d'étudiants formés dans un pays tiers envers lequel ils étaient souvent partagés entre admiration et méfiance, où ils ont connu pour les uns de fortes désillusions, voire des expériences douloureuses, pour d'autres « les meilleurs moments de leur vie », et parfois tout à la fois déceptions et moments heureux. Ils étaient aussi partagés entre le rêve de réformer ou de reconstruire des nations nouvellement indépendantes (Matusevich, 2012), le sentiment d'une tâche à remplir pour une cause, et les chocs et ruptures, notamment à l'arrivée, pas seulement devant le climat, mais aussi face à la solitude, à l'alcoolisme, à la surveillance et à la « chape de plomb » qui pesait sur certains.

Recueillir et étudier ces expériences n'allait pas de soi. Pourquoi raconter ou ne pas raconter son expérience ? Ce sont en fait seulement des « fragments d'expériences » qui sont saisis par les entretiens, comme le souligne Michèle Leclerc-Olive dans ses réflexions épistémologiques, et des fragments de fragments qui sont ici publiés. Raconter son ou ses expériences n'est pas anodin ; et l'on sait aussi que ces expériences plus ou moins lointaines, marquantes, signifiantes, donnent lieu à des évaluations et des réévaluations après coup. Si le désir de témoigner était souvent impérieux, si plusieurs saluaient l'initiative du projet ÉLITAF qui s'intéressait enfin à ceux à qui on ne donnait pas souvent la parole, il y avait parfois aussi gêne, embarras à témoigner ; des entretiens, d'abord acceptés, étaient ensuite reportés plusieurs fois, parfois *sine die*.

Sans chercher à proposer de définition de l'expérience, rappelons cependant que l'expérience sociale n'est pas simplement « vécue » ; elle exige une activité de la part des individus. Elle est une élaboration que chacun fait de son vécu, ce qui exige une capacité critique et une distance par rapport à soi (Dubet, 2008). Les pratiques individuelles et collectives ne peuvent être réduites à l'accomplissement de rôles pré établis, ou à la poursuite stratégique d'intérêts ; les individus doivent construire le sens de leurs pratiques. Parler d'« expérience » signifie que les individus ne suivent pas un chemin tout tracé, mais construisent eux-mêmes leur trajectoire. Certains diplômés ont enchaîné des mobilités dans plusieurs directions, contribuant à diversifier ces devenir que l'on croyait programmés. Quels sont les rapports entre l'expérience migratoire d'un individu et ses autres formes d'expérience de vie ? En quoi les conditions de réalisation de l'expérience participent-elles du façonnement de cette dernière et des interprétations qui en résultent ?

Sont privilégiées dans cet ouvrage les analyses des expériences liées aux études, à l'apprentissage de la langue, de la vie quotidienne, des relations

avec les autres, mais aussi de la surveillance, des contrôles, et de ce qu'on appelait les « événements indésirables », parfois à connotation raciste, des expériences économiques – la vente des jeans, les petits commerces –, politiques, religieuses, sans oublier les expériences, au demeurant plus rapidement traitées, du retour avec en particulier l'épreuve pour certains de la non reconnaissance du diplôme obtenu en URSS ou dans un pays de l'Est.

Comment recueillir des expériences biographiques ? Les articles s'appuient pour la plupart sur des entretiens approfondis et parfois répétés, auprès des acteurs ayant étudié en URSS, en ex RDA, Bulgarie, Roumanie, Moldavie, qui ont été réalisés principalement en France, en Russie, en Roumanie, au Congo, au Bénin, en Éthiopie, au Mali, au Sénégal, au Maroc, et au Canada, quelquefois aussi sur des romans écrits par d'anciens étudiants africains. Les entretiens plus ou moins directifs ont été réalisés de différentes façons et à partir d'approches et de problématiques différentes.

S'il y a diversité des approches et des problématiques, les différents auteurs adoptent tous une posture compréhensive, observent des situations inédites et tentent de quitter leur monde de langages pour entrer dans celui des anciens étudiants ainsi que de prêter attention aux situations, aux événements et aux actions. Le livre propose des cas très différents avec des expériences d'étudiants partis de pays très inégalement alignés sur Moscou : des pays qui ont opté pour la voie du développement socialiste, Bénin, Congo, Mali, voire carrément pour le marxisme-léninisme, Éthiopie, des pays assez éloignés du communisme, Maroc, et Sénégal, et un département français d'outre-mer, La Réunion, et à des moments différents de l'histoire de cette grande migration.

Trois grandes parties composent l'ouvrage. La première partie se consacre principalement à l'étude des cadres historiques, sociaux et politiques des expériences des étudiants africains venus vers les pays de l'Est, pour la plupart dans les années 1960-90. Dans la deuxième partie, ces anciens étudiants, confrontés aux soubresauts de l'histoire de leur pays ou de l'histoire de l'URSS, et leurs expériences, sont placés au centre des analyses. Ces expériences sont souvent le fruit d'importantes mutations politiques, mais aussi d'arbitrages individuels, ici au cœur des préoccupations. Aussi de nombreux étudiants vivent partagés, voire tiraillés entre deux ou plusieurs mondes, passant et repassant de l'un à l'autre ; d'autres se fondent ou tentent de se fondre dans le monde socialiste, d'autres encore vivent plus ou moins en autarcie et n'ont guère de contacts avec la population socialiste. C'est à leurs expériences contrastées que s'intéresse surtout la troisième partie.

Les cadres politiques et sociaux des études dans le bloc de l'Est

Entre la célébration de la politique d'accueil et de gestion des étudiants africains en URSS et dans les pays de l'Est faite par les autorités des pays socialistes, et le dénigrement de cette politique dans la presse et les documents des pays occidentaux, il est souvent difficile de comprendre ou même de savoir comment les étudiants africains étaient sélectionnés, accueillis, formés ; la propagande a en effet pénétré les analyses qui se disaient les plus « neutres ». En outre, la diversité des situations était grande, non seulement entre pays liés à Moscou, mais aussi entre villes grandes et petites, entre universités, et entre formations de différents types, saisies dans la première partie de ce livre en plusieurs points d'URSS/Russie par quatre articles, ainsi qu'en Roumanie, et en RDA, par un article.

S'appuyant pour l'essentiel sur des travaux de longue durée dans les archives, les auteurs, loin de toute vision monolithique, présentent des observations, proposent des analyses inédites, qui permettent d'esquisser ce qu'étaient les cadres de cette politique d'accueil, souvent modifiée et revue, de connaître ses principaux acteurs institutionnels : Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS), Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire, des Affaires étrangères, conseils des universités, ambassades, et individuels.

Dans son étude du « travail idéologique » réalisé dans les années 1960-70, Sergey Mazov souligne que les objectifs : former une intelligentsia, des amis de l'URSS, de « vrais patriotes », tout en préparant bien les étudiants à leurs futures professions étaient clairement affirmés, mais que le suivi et le contrôle étaient beaucoup moins stricts qu'on ne l'aurait supposé. D'ailleurs, la question de savoir si les États africains participeraient ou non à la sélection était épineuse, et l'on cherchait à contourner leurs gouvernements, ce qui suscitait en différents pays des protestations. De nombreuses mesures étaient prises pour l'intégration et l'encadrement des étudiants africains qui ne produisaient pas les résultats escomptés ; le décalage était grand entre idéaux proclamés et réalité. « Visiblement, tous les étudiants étaient loin de brûler du désir de comprendre une doctrine qui déclarait que les réalités de leur pays étaient 'des vestiges' ».

À partir de 1960, des organismes multiples étaient mis en place pour établir les modalités d'accueil et de gestion des étudiants, qui n'avaient pas été prévues ni organisées auparavant, rappellent Ekaterina Demintseva et Natalia Krylova. Plusieurs documents ont à l'époque noté des défauts dans le travail avec les étrangers qui ne reposait pas seulement sur les universités, mais aussi sur les organisations du Komsomol et sur les amicales d'étudiants, elles-mêmes divisées en unions, et associations. Une vie associative assez forte se développait, souvent d'abord interne au pays d'origine, puis aussi fédérative. Cependant, l'administration ignorait souvent ce qui s'y passait.

Les conflits y éclataient fréquemment entre différents groupes d'étudiants, notamment selon qu'ils étaient favorables ou opposés au gouvernement de leur pays ; certains cherchaient le soutien du gouvernement soviétique, mais celui-ci était plus préoccupé par le maintien de bonnes relations avec les gouvernements des pays africains que par le sort des étudiants. Il n'est dans ces conditions pas très étonnant que les Soviétiques ne soient pas parvenus à régler la question de « l'intégration » des étudiants africains, pourtant cruciale pour eux.

La question de l'apprentissage du russe par les étudiants africains, vite devenue une préoccupation importante pour les autorités d'URSS, conscientes du retard qu'elles devaient rattraper, n'a pas connu les mêmes déboires que celle des amicales. Natalia Krylova a pu étudier les différentes composantes de cet apprentissage et de la pratique de la langue, qui étaient, selon elle, plutôt de qualité, d'abord en Afrique avec les centres culturels soviétiques, puis en URSS avec les facultés préparatoires suivies pendant un an par les étudiants, et aussi grâce aux contacts avec des Soviétiques, notamment avec leurs professeurs, et de nouveau en Afrique après les études. Aujourd'hui, c'est plutôt grâce aux familles afro-russes et à la volonté des acteurs de transmettre cette langue à leurs enfants, un peu aussi grâce à certaines associations de femmes, que la langue russe est parlée en Afrique.

Du point de vue des études, le bilan de la coopération entre pays du bloc de l'Est et pays africains a sans doute été positif. Mihai D. Gheorghiu, Adrian Netedu, Irina Macovei et Carmen Olaru soulignent dans leur recherche sur la Roumanie et la RDA que la réussite des études des étudiants étrangers, notamment africains, constituait un objectif politique important. Situés aux extrémités de l'espace politique soviétique, ces deux pays avaient des orientations politiques, mais aussi des conditions d'accueil des étudiants étrangers très différentes, meilleures en RDA que dans les autres pays communistes. Pour les étudiants, le poids des conditions de financement des études et d'attribution des bourses était grand au moment de « choisir » le pays pour les études supérieures. Les considérations économiques ont pesé de plus en plus sur la politique de ces deux pays ; certaines dérogations aux règles d'inscription sont devenues possibles, au fur et à mesure que ces pays voyaient dans les études des étrangers une source de devises ; la commercialisation des études commençait dès les années 1980.

La rencontre entre les étudiants africains, souvent, surtout dans les débuts, porteurs d'espoirs et de projets, et le monde socialiste, avec ses rigidités, un système de contrôle, mais aussi des espaces de « liberté » et des privilèges pour les étudiants étrangers, fut assez « exceptionnelle ». Constantin Katsakioris s'est penché sur les relations quotidiennes des étudiants africains avec leurs collègues et les citoyens du pays d'accueil, qui manifestaient d'ailleurs souvent de l'indifférence par rapport à eux. Les désillusions furent fréquentes, et les « incidents indésirables », comme les appelaient les

Soviétiques, en fait des agressions verbales et physiques contre les étudiants africains, n'étaient pas rares. Au début des années 1960, trois étudiants africains ont connu la mort dans des circonstances bien peu claires, ce qui provoqua réactions et manifestation. Inexistant officiellement, et pour les autorités, y compris la police, qui préférait parler de « bandes de hooligans » lorsque des étudiants africains étaient attaqués, le racisme était pourtant présent dans les sociétés socialistes.

Récits de diplômés africains : les expériences individuelles face aux soubresauts de l'histoire

Les expériences des anciens étudiants africains partis se former en URSS/Russie et dans les pays de l'ex-bloc socialiste sont au centre de la deuxième partie de l'ouvrage. À la lecture des textes qui la composent, on ne peut qu'être frappés par la dynamique entre histoire et histoires qui, telle la trame d'un tissu, structure et donne du sens aux parcours et aux expériences individuels.

Comme l'écrit Michèle Leclerc-Olive à propos de Madi K., qui quitte le Mali en 1979 pour poursuivre ses études à Cuba : « Soustraire de son récit ces tumultes « historiques » [démantèlement de l'URSS, fin de la guerre en Angola] nous condamne à ne pas comprendre son expérience personnelle ».

Que les parcours des personnes rencontrés par les chercheurs soient le résultat de l'entrelacement de choix individuels et d'un contexte historique bien déterminé, Svetlana Dimitrova en donne aussi une illustration lorsqu'elle raconte le départ pour le Canada de Jean-Marie, né au Burundi, et de sa femme moldave : ayant terminé ses études en URSS en 1989, Jean-Marie s'installe avec sa femme, d'abord au Burundi, puis en Moldavie. Mais, à la recherche d'un « pays stable » – ni la Moldavie, ni le Burundi, ne le sont – le couple opte pour le Canada. Émigrer au Québec signifie entreprendre des démarches administratives complexes pendant plusieurs années. Seule une forte détermination, qui se nourrit de l'impossibilité de supporter un contexte historique particulièrement difficile, peut en venir à bout.

Sans un véritable acharnement pour faire des études supérieures, les ingénieurs marocains interviewés par Grazia Scarfò Ghellab ne seraient certainement pas arrivés à partir en URSS tout au long de la période 1960-1990. Mais, d'origine modeste, sans les bourses d'études offertes par l'Union Soviétique dans le cadre de la coopération avec le Maroc, leur acharnement n'aurait pas été suffisant.

Par ailleurs, de cet entrelacement, l'histoire aussi résulte modifiée : les actions des étudiants africains « ont contribué à l'émergence de l'histoire », fait remarquer Michèle Leclerc-Olive. Plusieurs des étudiants africains, qu'elle a rencontrés, ont concouru, grâce par exemple à leur expérience des

«petits commerces», à façonner, en collaboration avec les acteurs économiques soviétiques, puis russes, le nouveau visage de l'URSS au bord du démantèlement.

Les va-et-vient entre l'histoire et les histoires nous permettent aussi d'apprécier la richesse des parcours analysés. Retraccée par Tassé Abye, l'histoire d'Abdul interpelle et fascine. Après une scolarité brillante à Addis-Abeba, rapidement interrompue à la fin des années 60 à cause de la situation politique éthiopienne, Abdul part pour l'URSS au début des années 70 afin de réaliser des études d'ingénieur, quitte assez rapidement Moscou, et se retrouve engagé dans la guérilla avec une organisation clandestine. De ce «chemin des armes» emprunté pour «contribuer à changer la vie de ses compatriotes éthiopiens», Abdul sortira en 1984.

Les étudiants réunionnais, dont nous parle Lucette Labache, veulent eux aussi recouvrir leur rôle dans la transformation de leur société; pour eux, il s'agit de promouvoir l'émancipation politique de l'île. Mais Xavier, arrivé à Moscou en 1968 pour étudier à l'Université Patrice Lumumba, se dit non intéressé par la politique. Avec lui, nous découvrons alors la vie lors des études, la «colocation» avec les étudiants soviétiques, la préparation de repas avec des compatriotes cuisinant créole, les relations tissées avec les enseignants et le travail d'été à mi-temps dans un kolkhoze.

Coulibaly, Keita, et Maliko, rencontrés par Tatiana Smirnova, sont des étudiants maliens arrivés en URSS au moment de sa dissolution. Les deux premiers mènent, grâce notamment à l'argent que leurs parents leur envoient, une vie de luxe assez «choquante», selon leurs propres mots, face au quotidien extrêmement difficile des Russes lors de la crise politique et économique de l'hiver 1991, mais aussi selon certains de leurs compatriotes comme Mariko, d'origine bien plus modeste qui ne vit que de sa bourse en roubles. À travers leurs récits, nous comprenons comment les étudiants africains pouvaient se «débrouiller» économiquement dans une société en pleine transition: les «jobs d'étudiants» africains se pratiquent alors souvent la nuit dans les night-clubs, restaurants, casinos, mais aussi sur les marchés de fruits et légumes ou de vêtements, en passant par les chantiers. Les étudiants réussissent tellement bien dans ces activités que certains devront s'accrocher pour terminer leurs études.

Les expériences relatées sont riches et diversifiées; c'est d'ailleurs dans cette diversité d'expériences et de parcours que le programme de recherche ÉLITAF trouve sa pleine justification. Loin de chercher à constituer des échantillons représentatifs, ou à généraliser, les chercheurs se penchent sur des histoires singulières, et ne s'arrêtent pas devant l'objection classique qui prétend que des «fragments d'expérience (...) trop peu nombreux» ne permettent pas de «tirer quelque enseignement scientifique que ce soit», comme le précise Michèle Leclerc-Olive dans son «Éloge de la diversité».